

REVUE DE PRESSE

Colloque international « La Crise globale et l'Afrique : Quels changements ? » 18-19 mai 2010 - Dakar (Sénégal)

Organisé par la fondation Gabriel Péri et le Parti de l'indépendance et du travail du Sénégal, en partenariat avec la fondation Rosa Luxemburg, la revue Recherches internationales, l'association AFASPA et le Laboratoire d'études et de recherches philosophiques et en sciences sociales contemporaines sur l'Afrique et le monde de l'université Cheikh Anta Diop (LERPSCAM-UCAD).

Sudquotidien

Afrique: Le Pit engage la réflexion sur la crise globale en Afrique

Denise Zarour Medang
14 Mai 2010

« La crise globale et l'Afrique : quels changements ? ». C'est le thème du colloque qui va être organisé par le parti de l'indépendance et du travail du Sénégal (Pit), les 18 et 19 mai prochains à Dakar. Il va porter « sur l'analyse de la crise et de ses conséquences en Afrique, sur la définition d'alternatives à mettre en place mais aussi sur la réflexion pour envisager les conditions d'un changement profond en partant des luttes politiques, sociales, pour la défense des droits humains », lit-on dans un communiqué daté du 14 mai.

Après deux éditions, l'une consacrée à la refondation des relations entre la France et l'Afrique en 2005 et l'autre à l'Afrique et l'Europe dans la géopolitique mondiale en 2008, la fondation Gabriel Péri et le parti de l'indépendance et du travail du Sénégal (Pit) vont organiser un colloque international sur le Thème de « l'Afrique et la crise ». Une rencontre qui aura lieu les 18 et 19 Mai à Dakar.

Selon, le communiqué « la crise internationale constitue un élément nouveau qui impacte le continent Africain et ses relations au monde de manière spécifique » avant d'ajouter « si la contagion de la crise financière est limitée en Afrique du fait de la faiblesse de ses marchés bancaires et financiers, les conséquences économiques, sociales, politiques et environnementales sont néanmoins évidents ».

Selon les organisateurs de ce colloque, la crise en Afrique est un fait réel. « L'Afrique a toujours été caractérisée par la grande pauvreté de sa population qui a été touchée de plein fouet. La crise alimentaire dont une des causes est la spéculation sur les matières agricoles, valeurs refuges sur lesquelles se sont précipités les capitaux menacés par l'effondrement des valeurs immobilières aux Etats Unies, constitue une dimension fondamentale de la crise globale » et d'attester « ces développements sont le fruit d'un système capitaliste en recherche d'un profit toujours plus grand au détriment de la satisfaction des besoins humains et de l'environnement ».

Pour corriger cet état de fait, le colloque va se fixer comme objectif de porter son analyse sur la crise et ses conséquences en Afrique, sur la définition d'alternatives à mettre en place, mais aussi sur la réflexion pour envisager les conditions d'un changement profond en partant des luttes politiques, sociales pour la défense des droits humains .

Le Quotidien

PROJET DE REVISION DU CONTRAT A DUREE DETERMINEE : «La partie n'est pas encore gagnée»

Mardi 18 mai 2010

Amath Dansokho demande aux travailleurs d'être vigilants sur le projet de révision des Contrats à durée déterminée (Cdd, car «la partie n'est pas encore gagnée». Il l'a fait savoir, hier, au cours du colloque international de deux jours, organisé par le Parti de l'indépendance et du travail (Pit), en partenariat avec la Fondation Gabriel Peri.

Le bras de fer qui oppose les travailleurs à l'Etat du Sénégal à propos des Contrats à durée déterminée (Cdd) est loin de connaître son épilogue. C'est la conviction de Amath Dansokho, Secrétaire général du Pit. Venu présider le 3e colloque international sur le thème : La crise globale et l'Afrique : Quels changements ? ce dernier fait savoir aux travailleurs que «la partie n'est pas encore gagnée, puisque notre chef d'Etat est l'un des rares en Afrique, dont la religion est le néo-libéralisme qu'il a la prétention de vouloir étendre à toute l'Afrique». M. Dansokho rappelle qu'après le mémorandum que le Pit avait adressé aux travailleurs, «il s'est produit une telle levée de boucliers du monde du travail et des organisations que le pouvoir en fut ébranlé, au point que le gouvernement, le Président en tête, n'en a pas accepté la paternité». Or, fait-il remarquer, «il s'agissait bien de projet de loi examiné en Conseil des ministres et qui devait passer en début mai 2010 devant l'Assemblée nationale». Ce projet de révision du Code du travail en ses articles L42 et 47 est, selon le leader du Pit, la résultante de la «politique de réduction continue sur des décennies du pouvoir d'achat des travailleurs». Cela «se traduit aujourd'hui par une offensive générale contre les institutions et les conquêtes sociales». Bien que la crise soit globale et multiforme (alimentaire, énergétique, financière), M. Dansokho pense qu'elle est plus «dramatique» en Afrique, car «elle a accentué la dépendance alimentaire et a aggravé la perte de souveraineté économique de nos Etats, 50 ans après notre accession à la souveraineté internationale». Dans un réquisitoire sévère contre les grandes puissances, notamment la Chine et l'Inde M, Dansokho déclare : «Après l'esclavage et la colonisation directe, la (L'Afrique) voilà partout menacée par la destruction de ses bases productives et par l'accaparement au profit des oligarchies locales et des multinationales, de l'essentiel des ressources du continent.»

Un point de vue largement partagé par le secrétaire du Conseil scientifique de la Fondation Gabriel Peri (France). Dans sa communication, Daniel Ciera pense qu'avec cette crise globale, «on assiste à la faillite des dogmes libéraux». Aujourd'hui, constate-t-il pour le déplorer, «on demande aux hommes et aux femmes de payer» les frais d'une crise dont ils ne sont aucunement responsables. Et le pire dans cette situation, selon M. Ciera, c'est qu'«on ne sait pas ce qui va se passer dans 10 ans». Une question à laquelle, le Dr Kojo Opoku Aidoon, chercheur à l'Institut d'études africaines, à l'Université du Ghana, plus «pessimiste», soutient que «la crise économique a favorisé l'émergence de l'autoritarisme en Afrique». Introduisant le thème : L'Afrique dans le monde moderne : Dynamique de domination et de crise, M. Aidoon explique que, dans ce contexte, «les populations qui tenteront de manifester

leur ras-le-bol seront sévèrement réprimées par le pouvoir en place». Ce qui risque, selon lui, de plonger le pays dans la «violence». Suzan Corelissen, membre de la fondation Evert Vermeer (Pays-Bas), a, pour sa part, axé son intervention sur «l'incohérence des politiques européennes à l'égard de l'Afrique». Elle en veut pour preuve, les Accords de partenariat économique (Ape). Dans ces accords, dit M. Corelissen, «les pays européens ont obligé les pays africains à les signer» à leurs dépens. Elle estime qu'«on ne doit pas offrir de la main gauche ce qu'on retire de la main droite».

Par Daouda GBAYA
dgbaya@lequotidien.sn

<http://www.pressafrik.com>

Crise Mondiale : L'Afrique menacée par la destruction de ses bases.

Mardi 18 Mai 2010

Le tiers monde n'a pas été épargné par la crise mondiale. Les crises africaines sont nombreuses. Elles sont d'ordres alimentaires, environnementaux, économiques, sociaux ou sécuritaires. Les pays africains sont, en outre, impactés par cette crise mondiale. Les impacts de cette crise n'ont pas échappé à la Fondation Gabriel Péri qui a organisé, ce mardi 18 mai, en collaboration avec le Parti de l'Indépendance et du Travail (PIT) le 3ème colloque de Dakar. En effet, la rencontre de cette année a pour thème «la crise globale et l'Afrique : quels changements?».

Venu présider la cérémonie d'ouverture, le Secrétaire Général du Parti de l'Indépendance et du Travail (PIT), Amath Dansokho a laissé entendre que «après l'esclavage et la colonisation directe, la voilà (l'Afrique), partout menacée par la destruction de ses bases productives (agriculture-industrie), et par l'accaparement, au profit des oligarchies locales et des multinationales, de l'essentiel des ressources du continent (mines, terre, entreprise publiques)».

Il est d'avis que: «l'Afrique est soumise à des prélèvements miniers, d'hydrocarbures et de ressources halieutiques à une telle allure, que les générations futures en sont vitalement sacrifiées» a-t-il constaté. Et d'ajouter: «cela se fait autant par les multinationales traditionnelles des grandes puissances occidentales, que par les pays émergents, notamment la Chine et l'Inde».

Pour lui, tout ce procès en cours est accompagné par une misère extrêmement étendue et un grand recul des conquêtes démocratiques.

Le Secrétaire Général du PIT a, en outre, reconnu que «les conséquences de cette crise globale sont les mêmes dans les pays développés, comme dans les pays en voie de développement».

Papa Mamadou Diéry Diallo

Agence de presse sénégalaise

Crise mondiale : Dansokho relève les limites des artifices techniques

Mardi 18 mai 2010

Dakar, 18 mai (APS) - Le secrétaire général du Parti de l'indépendance et du travail (PIT, opposition) Amath Dansokho, a suggéré, mardi à Dakar, d'adopter une réponse politique face à la crise économique mondiale, surtout en Europe, estimant que "les artifices techniques ne suffisent plus" pour sortir de cette situation.

"Les artifices techniques ne suffisent plus, une réponse politique s'impose de plus en plus, particulièrement en Europe où les bases de l'Union ont atteint leurs limites sociales, pour mettre au devant de la scène son avenir même", a-t-il dit à l'ouverture du colloque Dakar III organisé par la Fondation Gabriel Péri et le PIT.

S'exprimant lors de cette rencontre de deux jours et dont le thème est "la crise globale et l'Afrique : quels changements ?", il a indiqué qu'il n'a pas encore été possible "d'articuler la résistance des populations, victimes de la crise, à une solution politique qui remet en cause la religion de l'économie de marché".

Et selon Amath Dansokho, "tout se passe comme si l'aggravation de la crise faisait du capitalisme un horizon indépassable de l'histoire humaine".

Le secrétaire général du PIT a rappelé à cet égard que les marxistes ont depuis des années mis en évidence "le poids de la spéculation financière dans le système capitaliste".

"Des penseurs capitalistes, et même des dirigeants de grandes entreprises ont alerté sur le danger de la financiarisation et de l'accumulation de richesse contre la création d'emploi", a-t-il poursuivi.

Selon M. Dansokho, "c'est là que réside des causes essentielles de chômage toujours plus massif et de la politique de réduction du coût de la main- d'œuvre".

Cette politique de réduction du pouvoir d'achat des travailleurs se traduit aujourd'hui par une offensive générale contre les institutions et conquêtes sociales, a-t-il fait observer.

A ce titre, a-t-il signalé, le projet de loi pour instaurer des contrats à durée déterminée (CDD), renouvelables indéfiniment, est toujours pendant à l'Assemblée nationale même si les autorités sénégalaises n'ont pas voulu accepter sa paternité après la levée de boucliers du monde du travail.

Il estime que les conséquences de la crise globale sont les mêmes dans les pays développés comme dans les pays en voie de développement.

Cependant, a fait remarqué M. Dansokho, "la spécificité de cette crise en Afrique est qu'elle a accentué la dépendance alimentaire et aggravé la perte de la souveraineté économique de nos Etats, après 50 ans d'accession à la souveraineté internationale".

La motorisation excessive des tâches peut entraîner l'exode rural

Dakar, 18 mai (APS) - La motorisation excessive des tâches agricoles peut entraîner l'exode rural et le chômage, prévient l'ingénieur agronome français Marc Dufumier.

"Il faudra éviter le recours à la motorisation excessive des tâches agricoles, au risque de substituer prématurément la force de travail paysanne par des engins motorisés et d'accélérer ainsi l'exode rural...", soutient Dufumier dans une communication présentée au colloque du Parti de l'indépendance et du travail (PIT, opposition) du Sénégal.

Cette rencontre de deux jours s'est ouverte mardi à Dakar. Axée sur "la crise globale et l'Afrique", elle a permis aux participants de discuter de l'agriculture africaine.

"Les travaux moto-mécanisés, a-t-il expliqué, contribuent encore trop souvent à réduire les besoins en travail à l'hectare sans pour autant assurer d'autres sources de revenus à la main-d'œuvre ainsi déplacée."

"Un tel processus destiné avant tout à remplacer la main-d'œuvre par des machines ne présente aucun avantage du point de vue de l'intérêt général...", a poursuivi Dufumier, enseignant dans un établissement français de recherche scientifique.

Il préconise de "raisonner le recours à la mécanisation agricole avec un objectif de réduction de la pénibilité du travail humain et d'accroissement de sa productivité, sans occasionner de chômage, ni de dégâts environnementaux".

"Le passage d'une agriculture qui reste encore manuelle à des systèmes de culture ayant recours à la traction animale permet par exemple souvent d'accroître sensiblement les productions à l'hectare, sans provoquer de déplacements prématurés de main-d'œuvre", a-t-il fait savoir.

Agence de presse sénégalaise

La solution à la crise agricole peut être trouvée dans quelques mois, selon un économiste

Dakar, 18 mai (APS) - L'économiste camerounais Bernard Fonou Tchuigoua estime que la solution à la crise agricole en Afrique peut être trouvée dans un délai de quelques mois, si les Etats font de la recherche agricole une priorité.

"C'est un problème qui peut être résolu en quelques mois", a affirmé Tchuigoua, docteur d'Etat en économie. Pour mettre fin à la crise de l'agriculture, a-t-il dit, "il suffit d'avoir une base agricole solide et reliée à un système de recherche universitaire" dans le domaine agricole.

L'économiste camerounais prend part à un colloque du Parti de l'indépendance et du travail (PIT, opposition) du Sénégal.

"Le problème de l'agriculture africaine ne peut pas être résolu par l'agrobusiness", a-t-il soutenu. Bernard Fonou Tchuigoua rejette l'approche de certains économistes et

décideurs publics qui, selon lui, veulent "faire de sorte que la terre devienne une marchandise qui circule avec des titres".

"Il faut que les gens aient envie de vivre, pas de vivoter, dans les zones rurales. Il faut retenir en milieu rural des jeunes instruits et formés dans tous les domaines", a-t-il suggéré.

"Les pays africains doivent sortir, a-t-il poursuivi, du système où l'on pense que toute la population doit se mobiliser pour la croissance économique et entrer dans une logique où les gens sont suffisamment libres de débattre des questions qui les concernent et de la place qu'ils veulent laisser au marché."

"Les Etats-Unis, tous ces grands pays, ont réussi à nous détourner des vraies questions comme l'accès aux ressources minières. Faut-il qu'ils continuent d'avoir un accès libre à nos ressources ? Le problème fondamental, c'est cet accès aux ressources. Ils ont écarté cette problématique" des négociations avec les pays africains, a soutenu Tchuigoua.

Boubacar Ba, un autre participant au colloque, pense que pour s'en sortir, l'Afrique doit aussi suivre les bons exemples dans le domaine agricole.

"Nous devons réfléchir à l'expérience d'autres pays. Regardons la Chine, le Brésil et l'Inde. N'ayons pas de complexe", a dit Ba, militant d'un parti membre de la mouvance présidentielle en Mauritanie. "La question centrale, c'est la volonté politique", a-t-il soutenu.

Selon Abdoul Karim Fadiga, membre du Parti ivoirien des travailleurs (PIT), les pays africains, depuis les indépendances, ont hérité d'un "système catastrophique" nuisible à leur politique agricole.

"Ce système nous a octroyé notre souveraineté économique, mais a dégradé notre souveraineté économique. Aujourd'hui, notre souveraineté alimentaire est menacée", a relevé Fadiga.

Agence de presse sénégalaise

L'explosion des biocarburants a entraîné la crise alimentaire de 2007 et 2008, selon un ingénieur agronome

Dakar, 18 mai (APS) - L'explosion de la production des biocarburants et la faiblesse des stocks de produits céréaliers aux Etats-Unis et en Europe sont parmi les causes principales de la crise alimentaire de 2007 et 2008, soutient l'ingénieur agronome malien Dr Mamadou Goïta, dans un document posthume.

"Au fur et à mesure que la crise évoluait, ses causes profondes sont apparues. Il s'agit notamment de l'explosion de la production des agrocarburants, de la faiblesse des stocks de produits notamment céréaliers en Europe et aux Etats-Unis et la spéculation financière (...) qui s'est étendue aux produits alimentaires", écrit Goïta, décédé vendredi dernier.

L'ingénieur agronome, spécialiste de la filière riz, devait participer au colloque du Parti de l'indépendance et du travail (PIT, opposition) du Sénégal, ouvert mardi à Dakar. Il est décédé vendredi.

Dans le document parvenu aux organisateurs du colloque, il soutient que la consommation de la Chine et de l'Inde, qui était présentée comme étant la cause de la crise alimentaire de 2007 et 2008, n'en est pas à l'origine.

"La Chine et l'Inde ne sont pas responsables de la crise, car pour la période 2007-2008, ces deux pays étaient des exportateurs nets de produits agricoles. Les stocks de céréales de ces deux pays ont augmenté de plus de 10,9 millions de tonnes pour la Chine, et de plus de 7,8 millions de tonnes pour l'Inde", a précisé Goïta.

Sa communication est intitulée : "La souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest : la résistance des peuples dans contre les agressions du dedans et du dehors."

"Les Etats-Unis et l'Union européenne étaient déficitaires pour la même période (2007-2008), ce qui a fait d'eux des importateurs nets de produits agricoles. Les statistiques montrent que les Etats-Unis et l'UE sont responsables de 94% de la baisse des stocks mondiaux de céréales pour la période 2007-2008", a fait savoir Dr Mamadou Goïta, ancien consultant de la Banque africaine de développement (BAD) .

"La politique de promotion des agrocarburants des Etats-Unis et de l'UE, avec l'utilisation du maïs qui est passé de 12% de la production en 2004 à 23% en 2008, a-t-il expliqué, a été un élément déterminant."

En 2007 et 2008, a-t-il rappelé, "les prix du riz et du blé ont doublé, celui du maïs a augmenté de plus d'un tiers. Les stocks céréaliers sont venus au plus bas niveau depuis 25 ans. Le coût d'un repas a fortement augmenté et les risques de famine sont devenus réels".

Le Matin

ECONOMIE AFRICAINE : La crise est une opportunité pour réaliser des réformes

Mercredi 19 Mai 2010

APS - L'économiste français Philippe Hugon a affirmé, mardi à Dakar, que la crise financière et économique mondiale est une opportunité pour réaliser des réformes en Afrique dans certains secteurs. "L'Afrique doit répondre à un certain nombre de défis majeurs démographiques, environnementaux, sécuritaires, alimentaires, d'urbanisation", a dit M. Hugon dans une communication intitulée : "la crise mondiale et l'Afrique". Il s'exprimait au premier jour du colloque de Dakar III sur "la crise globale et l'Afrique : quels changements ?" organisé par le Parti de l'indépendance et du travail (PIT) et la Fondation Gabriel Péri.

"La crise traduit des ruptures. Elle peut également être une opportunité pour réaliser des réformes", a dit l'économiste français, directeur de recherches à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS). Pour lui, le continent africain peut aussi changer de place dans la division internationale, sortir des relations post-coloniales, améliorer des jeux de contre-pouvoirs et promouvoir une séparation des pouvoirs permettant une démocratisation.

Philippe Hugon a expliqué que les enjeux de la crise sont internationaux mais également internes à l'Afrique, notamment en ce qui concerne la valorisation du capital naturel, l'économie verte, la sécurité alimentaire, la transition fiscale.

La déconnexion des budgets des fluctuations internationales, l'affectation des capitaux à des fins de contrats cycliques, les montées en gamme de produits dans les chaînes de valeur internationale et un rôle accru de gouvernance régionale, sont d'autres enjeux relevés par l'économiste. Selon lui, le continent africain, "largement dépendant des prix pétroliers, agricoles et alimentaires, subit "les effets de l'extrême volatilité des prix rendant impossible toute prévision et privilégiant des comportements court-termistes".

C'est ce qui explique, dit-il, la chute de trois points du taux de croissance en 2009, aggravant du coup les déficits de la balance interne, de la balance courante et du budget. "Les Africains ne disposent de mécanismes de protection sociale jouant un rôle d'amortisseur de la crise, a-t-il souligné, précisant que "moins de 10% de la population africaine est bancarisée et la population active employée dans le secteur moderne représente moins de 10% en moyenne des actifs".

Le Matin

LA CRISE MONDIALE ET L'AFRIQUE : Le Pit met à nu les tares du capitalisme

Mercredi 19 Mai 2010

Les méfaits du système capitaliste ont été au cœur d'un colloque international tenu hier à Dakar. C'était sur initiative du parti africain de l'indépendance et du travail (Pit) en collaboration avec la fondation Gabriel Peri et de Rosa de Luxembourg. La rencontre a tourné autour de la problématique suivante : « Crise globale et l'Afrique : quels changements ? ».

Dans son allocution, le Secrétaire général du Pit de constater que « dans le monde entier, le capitalisme est de plus en plus mis en accusation, mais il se maintient, par des procédures extrêmement sophistiquées, et continue à tenir l'humanité entière sous sa férule ». Amath Dansokho d'ajouter que « son prestige est sérieusement ébranlé par ses 3 crises récentes (alimentaire, énergétique et financière) qui ont jeté les États des grandes puissances capitalistes dans une convulsion budgétaire,

consécutives à l'explosion de leur surendettement pour sauver leur système financier et rétablir la croissance ». « Les artificiers techniques pour sortir de la crise ne suffisent plus, une réponse politique s'impose de plus en plus, particulièrement en Europe où les bases de l'Union ont atteint leurs limites sociales, pour mettre au-devant de la scène son avenir même » a soutenu le leader du Pit.

Sous ce rapport, la méthode Wade, a été fortement décriée par Amath Dansokho et les siens. D'ailleurs, le Chef de l'État, dont la « religion s'avère être le néo-libéralisme », est soupçonné d'avoir « la prétention de vouloir l'étendre à toute l'Afrique ». Suffisant pour les panélistes, pour penser à de nouvelles pistes de réflexions pour endiguer le mal.

Ainsi, selon la conception marxiste, « la crise doit nécessairement traduire des ruptures ». « Elle peut également être une opportunité pour réaliser des réformes » pense Philippe Hugon économiste. Dans son entendement, « l'Afrique doit répondre à un certain nombre de défis majeurs démographique, environnementaux, sécuritaires,

alimentaires, d'urbanisation etc. ». Mais également, souligne-t-il, « il incombe d'améliorer les jeux de contre-pouvoirs et de séparation des pouvoirs permettant une démocratisation ».

Djim Momath KIDIERA

Le Soleil

CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE : Amath Dansokho préconise une réponse politique

Mercredi 19 mai 2010

Le Secrétaire général du Parti de l'indépendance et du travail (Pit) a fustigé le capitalisme débridé à l'origine de la crise alimentaire, énergétique puis financière. Celle-ci, a-t-il noté, a accentué la dépendance alimentaire de l'Afrique et aggravé la perte de sa souveraineté économique.

Amath Dansokho, Secrétaire général du Parti de l'indépendance et du travail (Pit) a dénoncé, hier, à l'ouverture du colloque international sur « La crise globale et l'Afrique : quels changements ? », l'accaparement des ressources et richesses des pays africains par les oligarchies locales avec le concours des multinationales des pays développés et de la Chine. Il a estimé que cette situation a aggravé la crise en Afrique, installant le continent dans une instabilité.

M. Dansokho a soutenu que la crise actuelle est le résultat d'un capitalisme débridé. « Les turpitudes du capitalisme coûtent excessivement chères à l'humanité », a-t-il affirmé, en soulignant que ce sont les couches sociales les plus vulnérables qui ressentent le plus les contrecoups de la crise. Car celle-ci a accentué la dépendance alimentaire de l'Afrique et a aggravé la perte de la souveraineté économique du continent, 50 ans après l'indépendance de nos Etats.

Le Secrétaire général du Pit a préconisé une réponse politique. « Les artifices techniques ne suffisent plus, une réponse politique s'impose de plus en plus, particulièrement en Europe où les bases de l'Union ont atteint leurs limites sociales, pour mettre au devant de la scène son avenir même », a déclaré le Secrétaire général du Pit. Il a regretté, malgré les multiples et récurrentes remises en cause dont le capitalisme fait l'objet, l'impossibilité, pour le moment, d'une articulation de la résistance des populations.

« Tout se passe comme si l'aggravation de la crise faisait du capitalisme un horizon indépassable de l'histoire humaine ».

Amath Dansokho a indiqué que des penseurs capitalistes avaient alerté sur les dangers de la financiarisation à outrance de l'économie et de l'accumulation des richesses contre la création d'emplois. A ses yeux, c'est là que résident les causes essentielles de chômage toujours plus massif et de la politique de réduction du coût de la main-d'œuvre. Il a ajouté que cette politique s'est traduite par une baisse drastique du pouvoir d'achat des populations et un recul des acquis sociaux. A ce propos, il a dénoncé le projet de loi instituant des contrats à durée déterminée, renouvelables indéfiniment. Il s'est félicité de la levée générale de boucliers contre un tel texte qui a fait reculer, selon lui, le gouvernement. « Tout n'est pas gagné », a averti M. Dansokho.

Ce colloque est organisé en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri, la Fondation Rosa Luxembourg, la revue « Recherches internationales », l'Association pour l'amitié des peuples d'Afrique et le Laboratoire d'études et de recherches philosophiques et sociales contemporaines sur l'Afrique et le monde de l'Ucad.

Mamadou GUEYE

Agence de presse sénégalaise

Des réseaux d'influence dirigés par les jeunes gagnent du terrain, selon un universitaire

Dakar, 19 mai (APS) - L'universitaire sénégalais Malick Diagne, docteur en science politique, décèle un essoufflement des canaux traditionnels d'expression des revendications sociales en Afrique et l'avènement de réseaux politiques poussés en avant par les jeunes.

“En observant de près la scène politique dans la plupart des sociétés africaines, le constat majeur que l'on peut faire, c'est un certain essoufflement des anciens canaux de revendication sociale qui ont pu, jusqu'à un certain niveau, participer au processus de dynamisation de la vie politique”, écrit Diagne dans une communication présentée au troisième jour du colloque, à Dakar, du Parti de l'indépendance et du travail (PIT) du Sénégal.

“Malgré l'intensité de certains réseaux de solidarité et de voisinage toujours actifs, comme les structures de microcrédit et les tontines, a-t-il analysé, les nouvelles revendications semblent adopter des réflexes plus spécifiquement politiques, même si elles se déroulent (...) à distance du champ politique officiel.”

Diagne cite, parmi ces réseaux de solidarité et de voisinage, les organisations de riverains et les associations culturelles qui luttent pour la défense d'un quartier, d'une zone urbaine ou périurbaine, la sauvegarde d'un patrimoine culturel ou la survie d'un certain mode de vie.

“Ces réseaux sont largement investis par les jeunes et les femmes, ou encore par les nouveaux arrivants en ville et les défavorisés du système social qui semblent s'inscrire de plus en plus dans une attitude de rupture par rapport au silence dont ils étaient jadis dépositaires au sein de l'espace public”, fait-il observer.

Selon lui, c'est “en s'appuyant par exemple sur la cas des jeunes, (qu) 'il est encore plus facile de voir l'originalité de ces nouvelles formes de revendications sociales”.

“Les dynamiques des jeunes, que ce soit le phénomène musical rap un peu partout en Afrique, ou encore le +set setal+ de façon spécifique au Sénégal, révèlent un haut degré de conscience de l'héritage pluriel et complexe”, écrit Malick Diagne, titulaire d'un doctorat en science politique de l'université Denis Diderot, en France.

Le “set-setal”, qui signifie “être propre et rendre propre” en langue wolof, est un mouvement initié par les jeunes sénégalais dans les années 1980, à la suite de la crise généralisée du système social et économique, explique Diagne, enseignant à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar.

“Au-delà de l’hygiène corporelle et domestique, le +set-setal+ était un slogan lancé contre la corruption et la mal gouvernance qui avaient affecté le régime socialiste, au pouvoir à l’époque”, a-t-il précisé.

Ces dynamiques sous l’influence de la jeunesse “affichent un fort besoin d’indépendance par rapport aux possibles récupérations et influences politiciennes”.

“Ce phénomène revendicatif des jeunes africains, a-t-il relevé, n’est pas exempt de tergiversations et de dévoiements politiques, mais, dans l’ensemble, il a constitué un facteur puissant de changement et d’évolution sociale.”

“Non seulement les jeunes ont fortement contribué à populariser les enjeux électoraux et les grands maux des régimes en place, (...) mais aussi ils se sont révélés, au fil des années, des acteurs de premier ordre de la scène politique”, a-t-il constaté.

Parlant plus précisément du cas sénégalais, l’universitaire écrit : “Aujourd’hui, avec la querelle de leadership au sommet du Parti démocratique sénégalais (PDS, au pouvoir), les différents protagonistes à la succession du président Abdoulaye Wade n’ont d’yeux et d’oreilles que pour les jeunes.”